

PICARDIE NATURE

N° 37 juillet, août, septembre 87



REVUE TRIMESTRIELLE PUBLIEE PAR LE GROUPE ENVIRONNEMENT PROTECTION ORNITHOLOGIE EN PICARDIE

PICARDIE - NATURE

revue trimestrielle publiée par le

GROUPE ENVIRONNEMENT PROTECTION ORNITHOLOGIE EN PICARDIE

association régie par la loi de 1901

affiliée à la FEDERATION FRANCAISE DES SOCIETES DE PROTECTION DE LA NATURE

agrée par les Ministères de l'ENVIRONNEMENT, de l'EQUIPEMENT et de la JEUNESSE
et des SPORTS.

siège social : MUSEE DE PICARDIE - rue de la République - 80000 AMIENS -

secrétariat : 103 rue Octave Tierce - 80000 AMIENS - Tél : 22.43.26.88.

CCP LILLE 872-01

DIRECTEUR DE PUBLICATION: PATRICK THIERY

SOMMAIRE:

Informations	p 2
La vie de votre association	p10
Les marais de FOUENCAMPS, décharge de la D.D.E. ?	p12
Au calendrier	p15
Tribune libre	p16
Synthèse des recensements d'oiseaux morts effectués en 1986 et 1987 sur la côte picarde	p18
Le Renard roux Vulpes vulpes ...	p21
La rage de sauver	p24

La fin de l'année approche, le moment de dresser un bilan également.

Depuis plusieurs semaines, les membres du conseil d'administration de votre association préparent la prochaine assemblée générale avec en tête un souhait: que la salle soit pleine.

L'ASSEMBLEE GENERALE DU GEPOP se déroulera le dimanche 31 janvier, à partir de 14h00, salle Dewailly à AMIENS.

Retenez dès à présent cette date, nous comptons sur votre présence.

Nous avons décidé, d'autre part, de modifier les conditions d'adhésion au GEPOP et d'abonnement à PICARDIE-NATURE. Ces modifications consistent, vous vous en doutez, en une augmentation de nos tarifs ainsi qu'une adaptation à la situation de certains d'entre vous.

INFORMATIONS...

LE STOCKAGE DES DECHETS NUCLEAIRES

Le centre de stockage de déchets nucléaires à faible et moyenne activité de la Hague, arrivé à saturation, ne recevra plus de déchets après 1990.

Ouf, pour le Cotentin ? .. pas sûr.

Il ne reste plus en effet qu'à surveiller le site pendant trois cent ans ! Un rien.

Pas très rassurant au vu des derniers résultats des mesures faites par le SPRI et transmis aux membres de la Commission d'information de la Hague.

En effet, l'activité totale, dans l'eau filtrée comme dans le résidu de filtration, augmente dans le ruisseau de St Hélène, qui se jette en mer, depuis le mois de février. En avril, elle a été cinq fois plus élevée que la valeur "normale" la plus haute ! Tout simplement parce que le débit maximal du collecteur entraînant les eaux de pluie sur le site de la COGEMA pour être traitées... était trop petit avec une valeur de 10m3/heure. L'excédent va donc directement au ruisseau.

Aussi, un collecteur de plus grande capacité, permettant un débit de 80m3/heure est-il en construction.

Ce doit être ce que l'on appelle une mesure de "prévention" à l'A.N.D.R.A. ! ? !

Aussi, quand l'ANDRA déclare, la main sur le coeur, à propos du "plus grand centre mondial de déchets nucléaires" prévu à SOULAINES dans l'Aube pour faire suite à la Hague, que toute fuite radioactive serait "immédiatement" décelée et localisée et ne comporterait aucun danger pour l'environnement, on peut s'interroger...

Josette BENARD

(extrait : la Lettre du Hérisson n°71)

TOURTERELLE :

Les associations de protection de la nature font condamner la Fédération Départementale des Chasseurs de la Gironde.

Le 30 juin 1987, la F.F.S.P.N. a diffusé à la presse la communiqué suivant:

Par jugement du tribunal de Grande Instance de Bordeaux, la Fédération Départementale des Chasseurs de Gironde a été condamnée à de lourdes réparations civiles envers cinq associations pour avoir incité des chasseurs de tourterelles à tirer cet oiseau au mois de mai alors que la chasse est interdite.

Dans un attendu de 8 pages, le tribunal relève l'ensemble des infractions commises par la Fédération Départementale des Chasseurs de Gironde et notamment, ils sont reconnus :

- avoir méconnu leurs obligations fondamentales, c'est-à-dire l'information des Chasseurs et le concours à la répression des infractions ;
- avoir détourné la garderie de ses missions en leur donnant comme instruction de s'occuper des chiens errants, de tenir un stand de la foire de Bordeaux, etc... alors qu'une chasse illégale se déroulait dans le Médoc ;
- avoir apporté un soutien actif et passif aux actions de chasse illégale.

La Société Nationale de Protection de la Nature (SNPN), la Fédération des Sociétés pour l'Etude, la Protection et l'Aménagement de la Nature dans le Sud-Ouest (SEPANSO), la Société de Protection des Animaux (SPA) obtiennent chacune 5 000,00 Frs de dommages et intérêts, la Fédération Française des Sociétés de Protection de la Nature (FFSPN) 8000,00 Frs et la Ligue Française de Protection des Oiseaux (LPO) 10000,00 Frs. La Fédération Départementale des Chasseurs de Gironde a été condamnée également à la publication du jugement dans trois quotidiens.

.../...

INFORMATIONS...

Les Associations de Protection de la Nature expriment leur complète satisfaction de voir ainsi condamnée pour la première fois une Fédération de Chasseurs qui ne respectait pas ses obligations fondamentales.

Ce jugement démontre ainsi une fois de plus la nécessité de disposer d'une garderie de la chasse indépendante des Fédérations de chasseurs.

Après le jugement sur le pont de l'Ile de Ré, les associations obtiennent donc une nouvelle victoire qui montre l'importance de leur rôle pour le respect de l'intérêt général et la sauvegarde du patrimoine naturel.

(extrait : la Lettre du Hérisson n° 71)



LA TOURTERELLE DES BOIS EN DEGRIN - GOLADE

La migration printanière de la Tourterelle des Bois est maintenant terminée. Le constat : 15 000 oiseaux observés de passage à la Pointe de Grave (estuaire de la Gironde), site privilégié de migration de l'espèce en France. Dans les mêmes conditions d'observation, elles étaient 46 000 en 1984, 33 000 en 1985 et 28 000 en 1986. Ceci représente une baisse de 2/3 sur trois ans et environ de la moitié en un an.

Pourtant, la pression de chasse a sensiblement diminué cette année et le piège migratoire que constitue la Gironde a mieux fonctionné cette année que les années précédentes pour les autres espèces migratrices typiques comme les Martinets, les Hironnelles et les Rapaces.

C'est pourquoi, la Ligue Française pour la Protection des Oiseaux, devant ce déclin net et continu, se demande si la Tourterelle des Bois ne va pas subir le même sort que le Pigeon Américain qui disparut au début du siècle en raison d'une pression de chasse excessive, sans qu'aucune mesure de protection n'ait pu être prise à temps pour sauver l'espèce.

Les chasseurs Girondins continueront-ils à chasser la tourterelle en mai ?

Les responsables de la chasse française qui se disent les premiers protecteurs de la nature vont-ils continuer à soutenir cette chasse et se rendre complices de ceux qui menacent la tourterelle ?

La LPO et la SEPANSO déplorent par ailleurs l'absence des gardes et des brigades mobiles de l'Office National de la Chasse. C'est pourquoi elles demandent aux autorités de tutelle : Ministère de l'Environnement et Préfecture de Gironde, d'envoyer d'urgence des instructions afin de faire rapidement respecter la loi.

Le Président de la LPO
Allain BOUGRAIN DUBOURG

Le Secrétaire général de la SEPANSO
Pierre DAVANT

(extrait : la lettre du Hérisson n°70)

INFORMATIONS...

PITIE ! NE JETEZ PAS VOS PILES !

Certains gestes en apparence fort anodins peuvent parfois se révéler lourds de conséquences. Ainsi vous est-il sans doute arrivé, en remplaçant les piles d'un appareil photo de jeter négligemment les accus devenus inutilisés dans la première poubelle venue... Un geste simple, presque machinal et pourtant criminel.

Malgré sa toute petite taille et son poids ridicule, une pile bouton contient en moyenne 1 g de mercure, ce qui suffit pour polluer 1m3 de terre ou 400l d'eau !

Chaque année, les utilisateurs de piles boutons rejettent ainsi parmi les ordures ménagères un peu plus de 40 tonnes de piles, soit 7 tonnes de mercure !

Ne pensez pas que les centres de traitement des ordures ménagères soient équipés pour faire face; qu'il y ait stockage ou incinération, le mercure contenu dans les piles se retrouve tôt ou tard dans le milieu aquatique où il se décompose en méthylmercure avant d'être assimilé par le plancton et les algues et de se concentrer au long de la chaîne trophique ou alimentaire.

Sachant que la durée de vie du méthylmercure est de 50 ans, soyez tranquille: vous avez toutes les chances de "manger" bientôt le mercure que vous avez jeté !

L'Agence Nationale pour la Récupération et l'Élimination des Déchets lance, avec la Croix Rouge Française, une nouvelle campagne d'information et place, dans de nombreux points de vente, des petites boîtes spéciales où on vous invite à venir déposer vos piles usagées. Ces boîtes seront acheminées vers un centre de traitement spécialisé qui récupérera l'argent contenu, évitant ainsi toute pollution. De plus, dans le cas où cette opération dégagerait un bénéfice (argent et mercure récupérés peuvent être réutilisés), il reviendrait à la Croix Rouge pour le financement d'actions à caractère humanitaire.

Ne jetez plus vos piles, déposez les dans les boîtes spéciales.

Nota: cette info concerne les piles au mercure (30% de mercure) et les piles à l'oxyde d'argent (5% de mercure).

extrait de la revue CHASSEUR D'IMAGES n°95.

A NOTER !

Le Centre de Formation des Elus Locaux (CFEL) a organisé, sous la présidence d'Yves GUENA, le 17 juin à l'Assemblée Nationale, un colloque sur le thème :

"Risques majeurs, déprise agricole et responsabilité des élus locaux."

Le CFEL a élaboré un compte-rendu de ce colloque.

CFEL
23, rue Vaneau
75007 PARIS
Tél : 45.50.24.30.

INFORMATIONS...

L'ATMOSPHERE EN MUTATION: DES TROUS DANS L'OZONE

CIEL EN DANGER , , ,

La pollution chimique est en train de transformer la structure de l'atmosphère. Ces menaces sont bien une réalité: ainsi, la teneur en ozone de la stratosphère est en train de diminuer de façon alarmante. Le niveau d'ozone au dessus du pôle, a diminué de 40% depuis 1957 et de 8% au dessus d'Arosa en Suisse.

LA COUCHE D'OZONE : UN ROLE VITAL

L'ozone enveloppe la terre d'une couche délicate, soustrayant la planète et ses habitants à une exposition directe au soleil.

L'ozone nous protège des ultra-violets les plus nocifs. La moindre variation de sa concentration entraîne des conséquences graves sur la vie terrestre.

L'ozone se forme naturellement, à partir d'oxygène, en altitude dans l'atmosphère. Ce sont également des forces naturelles qui le décomposent continuellement. La vitesse de ces différentes réactions détermine la quantité d'ozone dans l'atmosphère.

Ce cycle peut être très sérieusement affecté par différents polluants atmosphériques.

CFC : ATTENTION, DANGER !

Les chlorofluorocarbones (CFC) affectent largement la vitesse de la décomposition de l'ozone (8 fois plus rapide).

Les producteurs de CFC:

- . Gaz réfrigérants dans les réfrigérateurs, congélateurs et climatiseurs (de locaux et de voitures): 13%
- . Fabrication des mousses plastiques (polystyrène, polyuréthane): 31%
- . Gaz propulseurs (bombes aérosols): 50%
- . Solvants: 6%
- . Halons (extincteurs)

INFORMATIONS...

... TERRE MENACEE

Les conséquences de la détérioration de l'atmosphère sont considérables :

LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES, L'EFFET DE SERRE

L'appauvrissement de la couche d'ozone au niveau de la stratosphère entraîne un réchauffement général de la température.

En outre, les CFC et certains composés connexes absorbent les rayons infra-rouges à la surface du sol, ce qui provoque "l'effet de serre".

LES IMPACTS DE CES CHANGEMENTS SUR LA SANTE HUMAINE ET SUR L'ENVIRONNEMENT

Les effets sur la santé:

L'élévation importante des rayons U.V.B augmentera la fréquence des cancers de la peau ainsi que les troubles oculaires (cataracte, atteintes de la rétine) et un affaiblissement du système immunitaire.

L'accroissement des rayons U.V. en zone urbaine provoquera un "smog de l'ozone" (une personne sur cinq y est sensible).

Les effets sur les écosystèmes terrestres:

Certains végétaux et diverses céréales sont sensibles aux rayons U.V.B . Les forêts et d'autres milieux naturels seront également atteints. Enfin la production agricole subira les effets des modifications de la répartition des précipitations dues aux changements climatiques.

Les effets sur les milieux aquatiques:

L'accroissement des rayons U.V.B risque fort de perturber la chaîne alimentaire dans les milieux aquatiques et plus particulièrement par la baisse de la productivité du phytoplancton, base de cette chaîne alimentaire.

L'élévation du niveau de la mer:

Le réchauffement du climat va entraîner une élévation du niveau de la mer (environ un mètre au cours du siècle prochain), ce qui accélèrera l'érosion côtière. De nombreuses zones fertiles seront ainsi menacées par la pénétration de la mer.

INFORMATIONS...

Les effets sur les milieux naturels et la vie sauvage:

Les forêts, les zones humides et la vie sauvage qu'elles contiennent auront peu de possibilités d'adaptation à l'accroissement des ultra-violets et aux modifications climatiques.

EXISTE-T-IL DES SUBSTITUTS ?

.Pour les gaz propulseurs:

d'autres C.F.C sans action sur la couche d'ozone, le mélange propane-butane (dans certaines conditions), le CO₂, les oxydes d'azote et d'autres méthodes de pulvérisation.

.Pour la fabrication des mousses plastiques:

le pentane, l'utilisation d'un filtre pour empêcher la dispersion des C.F.C., suivi d'un recyclage.

.Pour les réfrigérants:

d'autres C.F.C. sans action.

UNE CONVENTION POUR PROTEGER L'OZONE

Le 22 mars 1985, 21 pays et la CEE ont signé une convention relative à la protection de la couche d'ozone, lors d'une conférence de plénipotentiaires qui s'est tenue à VIENNE.

Aujourd'hui, 27 Etats sont signataires de cette convention.

Ces Etats s'engagent ainsi à protéger la santé humaine et l'environnement contre les effets de la destruction de l'ozone. Dans deux annexes à la convention, ces pays sont tenus de coopérer en matière de recherche, observation et échange d'informations sur tout ce qui a trait à la destruction de l'ozone.

UN PROTOCOLE ADDITIONNEL POUR LES C.F.C.

En septembre dernier, s'est déroulée à MONTREAL une conférence diplomatique sur le protocole additionnel pour les CFC à la convention de VIENNE, dans le cadre du programme des Nations-Unies pour l'Environnement.

INFORMATIONS...

HISTORIQUE DES ACTIONS ENTREPRISES POUR LUTTER CONTRE L'APPAUVRISSMENT DE LA COUCHE D'OZONE

- . 1985 : Convention de VIENNE sur la protection de la couche d'ozone.
- . 1986 : GENEVE, négociation internationale pour aboutir à un protocole sur la limitation de CFC.
- . 1987 : GENEVE, élaboration d'un protocole:
 - en 2 ans, gel des productions au niveau de celles de 1986.
 - en 4 ans, réduction de 20%.
 - en 6 ou 8 ans, réduction de 30%.

LA FFSPN DEMANDE ...

LA FFSPN SOUHAITE :

Une première réduction IMMEDIATE de 30% des émissions de CFC.

Puis une réduction de 85% de la production des CFC dans les 5 ans à venir, associée à un programme de récupération et de recyclage.

Enfin, leur disparition complète dans les 10 ans à venir, disposition qui pourrait éventuellement être revue en fonction des nouveaux résultats scientifiques obtenus par les travaux de recherche.

Ce calendrier permet d'opérer une transition satisfaisante pour les industriels vers les produits de remplacement et les procédés qui ne mettent pas en danger la santé humaine ou l'Environnement.

Ces demandes, la FFSPN les fait avec le BEE (Bureau Européen de l'Environnement) dont elle fait partie et avec de nombreuses associations de protection de l'Environnement du monde entier.

INFORMATIONS...

LA FFSPN DEMANDE :

Au gouvernement de défendre des positions fermes tant en taux de réduction de la production de CFC qu'en délai d'application de ces mesures, positions qu'elle souhaite proches de celles qu'elle propose,

et très concrètement à chacun de ne plus acheter et de ne plus utiliser les bombes au CFC.



Dossier de presse réalisé par la Fédération Française
des Sociétés de Protection de la Nature,
57 rue Cuvier, 75231 PARIS cedex05.

NDLR: La revue QUE CHOISIR consacre dix pages (n°233, nov.87)
sur l'ozone et les CFC. De nombreux produits d'usage courant
en bombe aérosol et leurs substituts sont présentés.

INFORMATIONS...

UNE NOUVELLE ASSOCIATION PICARDE AFFILIEE A LA
FEDERATION FRANCAISE DES SOCIETES DE PROTECTION DE LA NATURE:

L'Association Ecologique pour la Défense de l'Environnement
de la commune de WARLUIS.

Cette association récemment restructurée a pour but la
préservation de la nature et du caractère rural de Warluis
et de ses environs.

A.E.D.E. WARLUIS, 1059 rue de St-Arnoult MERLEMONT
60430 WARLUIS.

La vie de votre association

URGENT, ASSOCIATION CHERCHE LOCAL !

Dans les prochains mois, nous devons quitter la maison située
au 103 rue Octave Tierce et que nous occupons depuis deux ans.

En effet, l'OPAC d'AMIENS a acquis un lot d'habitations, dont la
notre, dans le quartier St-Maurice en vue de les rénover. Le GEPOP
sera donc mis à la rue prochainement.

Nous recherchons un local à louer (loyer modeste) ou à acheter
(maximum 50 000F), situé à AMIENS.

Toutes les propositions seront étudiées.

Tél. Mr J-M THIERY 22.43.77.66 après 18h00.

La vie de votre association

AIDEZ LE GEPOP,

EN VOUS ABONNANT AU "COURRIER DE LA NATURE"

Si la connaissance de la nature en France et dans le Monde vous intéresse et si la protection des espèces et des milieux vous est importante, il est probablement inutile de vous présenter la revue de la SNPN (Société Nationale de Protection de la Nature): LE COURRIER DE LA NATURE.

Si vous ne connaissez pas encore cette revue qui a fêté récemment son vingtième anniversaire et avec près de 110 numéros publiés, nous allons vous la présenter rapidement.

Pourquoi une telle publicité ? Si vous réservez un bon accueil à cette publication, vous aiderez aussi votre association, le GEPOP. En effet, la SNPN nous a proposé de centraliser les abonnés picards au COURRIER DE LA NATURE, en échange, elle nous reversera 30% du prix de votre abonnement. Ainsi, vous recevrez tous les deux mois une revue de grande classe (48 pages avec de nombreuses photographies en couleur) et votre association régionale de protection de la nature verra ses fonds augmentés et pourra agir plus efficacement.

Dans ce bimensuel, vous trouverez 4 ou 5 articles richement illustrés présentant un milieu naturel (la Crau, le val de Saône, les gorges de l'Ardèche... dans les derniers numéros) ou un problème de préservation d'espèce (Gypaète barbu, Eléphants et rhinocéros dans le n°107 par exemple), 7 ou 8 pages d'informations sur la protection de la nature dans le monde, des nouvelles des groupes régionaux (le GEPOP intervient régulièrement), une analyse bibliographique pour guider votre choix et garnir les rayons de votre bibliothèque-nature, un calendrier retraçant, pour les deux mois écoulés, les principaux événements, des jeux... Bref, 48 pages de lecture passionnante, dense et accessible à tous.

L'abonnement pour un an (6 numéros) est de 145 francs, envoyez votre chèque au GEPOP qui se charge de faire parvenir votre cotisation à la SNPN.

Cette offre s'adresse aussi aux personnes déjà abonnées, pour leur renouvellement.

Si vous désirez découvrir le COURRIER DE LA NATURE, nous pouvons vous faire parvenir contre la somme de 25 francs (franco de port) le numéro 106, dans lequel figure un article de 8 pages sur les ramassages d'oiseaux morts en Baie de Somme.

NOM :

PRENOM :

ADRESSE :

S'abonne ou se réabonne au COURRIER DE LA NATURE

et verse la somme de 145 francs au GEPOP, Musée de Picardie,
rue de la République - 80000 AMIENS.

Le vice de votre association

LES MARAIS DE FOUENCAMPS: DECHARGE DE LA DDE ?

par Patrick THIERY

Le 13 septembre, un membre de notre association découvre que des remblais considérables sont effectués dans une partie d'un marais de la commune de FOUENCAMPS (10km au S-E d'AMIENS).

Ce marais, situé dans la vallée de la Noye, présente un intérêt écologique exceptionnel, aussi bien floristique que faunistique. En consultant le Plan d'Occupation des Sols de la commune (document d'urbanisme définissant l'affectation des sols), nous constatons que la zone remblayée est logiquement classée en zone naturelle ND où tous les travaux susceptibles d'affecter la qualité écologique des lieux sont interdits, en particulier tout exhaussement de sol: les remblais sont totalement illégaux!

Ayant identifié l'origine des remblais (travaux de rénovation du CD reliant BOVES à COTTENCHY), nous avertissons la Direction Départementale de l'Equipement et lui demandons l'arrêt immédiat des travaux. Ceux-ci se poursuivront malgré tout pendant encore trois jours, ne prenant fin qu'après l'intervention de la municipalité de FOUENCAMPS. Dans le même temps nous avons déposé une plainte pour non respect du POS ayant conduit à la destruction d'une zone écologiquement intéressante. Par ailleurs, nous avons averti la presse régionale qui s'est fait l'écho de cette affaire, comme le montre l'article ci-joint. La DDE y adopte une curieuse défense. Il est vrai qu'en l'occurrence son cas est difficilement défendable: comment un service de l'Etat chargé d'élaborer et de faire respecter les POS peut-il se faire excuser d'avoir bafoué le POS de FOUENCAMPS achevé quelques mois auparavant ?

Nous espérons que notre intervention aura valeur d'exemple et qu'elle invitera les services de l'Equipement à porter beaucoup plus d'attention au respect de la nature, lors des travaux dont ils assurent la maîtrise d'oeuvre.

Puissent également toutes les personnes sensibilisées à la protection de la nature intervenir rapidement lorsqu'elles observent des travaux portant préjudice à des milieux naturels intéressants.



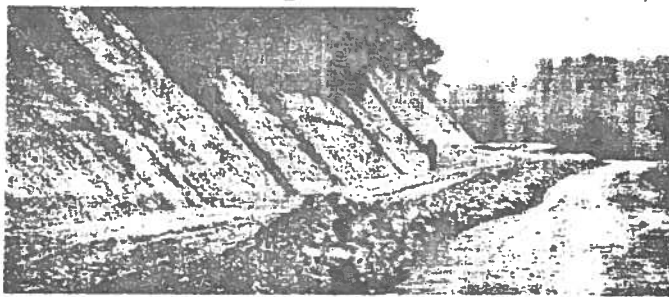
Cagny - Boves : Un chantier spectaculaire CP 29/10/87

Le redressement de la route départementale 118 donne lieu à des travaux d'une grande ampleur. Ils étaient devenus nécessaires mais la masse des gravats et leur dépôt près des étangs a donné naissance à une polémique.

Un chantier de près de cinq kilomètres, 400 m³ de déblais, des buttes de quinze mètres, pour un coût total de 11 millions de francs... le redressement de la route départementale 118 mobilise beaucoup de moyens. Tortueuse et déformée par un empierrage excessif, la chaussée ne méritait plus son affluente : deux mille véhicules par jour. La proximité d'Amiens n'est pas étrangère à l'importance du trafic. Et le lycée agricole du Paraclet attire de nombreux automobilistes.

Commencés au début de cette année, les travaux devaient prendre fin en décembre. Mais en raison des intempéries, la route ne sera rendue à la circulation qu'au printemps 1988 environ. Cependant le projet était ancien : depuis six ans les élus le réclamaient et il fut déclaré d'utilité publique, dès 1984. Il a une cohérence propre et n'a aucun lien avec le projet de rocade au sud d'Amiens.

Toutefois, l'évacuation des déblais provoque une véritable polémique. En effet, la D.D.E. reculait devant la masse de terre à déplacer, alors qu'un propriétaire de



Les buttes paraissent démesurées pour une route départementale.

Fouencamps souhaitait remblayer une partie de ses étangs pour planter une peupleraie.

Un accord fut donc contracté entre le département et le propriétaire. Or le Plan d'occupation des sols (P.O.S.) de la commune de Fouencamps, élaboré il y a un an par la D.D.E., interdit le remblayage dans cette zone naturelle classée. Certaines espèces sont protégées, tel le « grand butor » (sous-espèce de héron) par exemple, ou le « busard des roseaux ».

A la D.D.E., on affirme que seul le propriétaire est responsable, car c'est à lui de signaler les dispositions du P.O.S. « C'est un peu fort ! rétorque Jean-Marie Thierry, du G.E.P.O.P. (Groupement pour l'environnement, la protection et l'ornithologie de Picardie). Outre que « nul

n'est censé ignorer la loi », la D.D.E. ne peut prétendre ignorer un P.O.S. qu'elle-même a défini ! ». Quant à elle, la D.D.E. affirme avoir stoppé les dépôts dans la zone, dès qu'elle a eu connaissance du P.O.S.

En outre, les ingénieurs estiment que le projet n'est pas mauvais car il améliore le paysage plus qu'il ne le détériore. De plus, réhausser le terrain pour empêcher les fuites provenant de la rivière paraît se justifier. Cela n'a donc soulevé aucun soupçon. « C'est une affaire de propriétaires », conclut-on à l'Équipement.

Mais le G.E.P.O.P. s'insurge. Il a déposé plainte contre « X » (en fait, contre la D.D.E., reconnaît-il), non seulement parce que celle-ci a bafoué le P.O.S. sciemment, mais aussi parce qu'elle a

porté atteinte au milieu naturel. Selon lui, ce n'est pas le propriétaire qui est responsable. Pour le G.E.P.O.P., la végétation sous, et autour des remblais, va changer ; et il y a modification du sol par l'apport de craie, étrangère aux marais.

En fait, pour tous travaux de plus de 6 millions de francs, une étude d'impact doit être faite (par la D.D.E. ou par un bureau d'étude, l'effectuant pour elle). Comment cette étude a-t-elle pu ignorer le P.O.S. ? Au G.E.P.O.P., on note que les services de l'Équipement reçoivent des primes, en fonction de l'ampleur des travaux. Ils ont donc tout intérêt à les rendre plus importants.

Pour le moment, le Procureur a convoqué le propriétaire et les responsables de la D.D.E. La justice tranchera... Jean HAGUET

La vie de votre association

DE LA LIBERTE D'ACCES AUX DOCUMENTS ADMINISTRATIFS

Vous trouverez ci-dessous trois arrêtés ministériels parus au Journal Officiel du 22/10/1980 portant sur la communication au public des documents administratifs.

Conservez-les, ils vous serviront peut-être un jour (en particulier le troisième) comme ils ont déjà été utiles à quelques uns d'entre-nous, notamment pour consulter les Plans d'Occupation des Sols.

Patrick THIERY

22 Novembre 1980

JOURNAL OFFICIEL DE

Communication au public des documents administratifs émanant des préfectures et des sous-préfectures.

Le ministre de l'intérieur,

Vu la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public et diverses dispositions d'ordre administratif, social et fiscal, et notamment ses articles 8 et 13;

Vu la loi n° 79-18 du 3 janvier 1979 sur les archives;

Vu l'avis en date du 26 mars 1980 de la commission d'accès aux documents administratifs,

Arrête :

Art. 1^{er}. — Les documents administratifs émanant des préfectures et des sous-préfectures qui ne peuvent pas être communiqués, en application de l'article 6 de la loi du 17 juillet 1978 susvisée, sous réserve des dispositions de la loi du 3 janvier 1979 sur les archives, sont notamment les suivants :

Les documents intéressant le maintien de l'ordre public, les relations frontalières et les rapports avec les autorités relevant des Etats étrangers ;

Les procès-verbaux et registres de la commission de surveillance des prisons ;

Les plans d'établissements publics ou privés répertoriés au titre de la sécurité publique et de la défense contre l'incendie ;

Les documents comportant des informations techniques, financières et commerciales dans le cadre de la réglementation des établissements classés ;

Les documents fournis par les entreprises parties à une procédure de conclusion de marchés publics et contenant des éléments techniques et financiers.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 30 octobre 1980.

CHRISTIAN BONNET.

Communication au public des documents administratifs émanant des communes.

Le ministre de l'intérieur,

Vu la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public et diverses dispositions d'ordre administratif, social et fiscal, et notamment ses articles 8 et 13 ;

Vu la loi n° 79-18 du 3 janvier 1979 sur les archives ;

Vu l'avis en date du 15 octobre 1980 de la commission d'accès aux documents administratifs,

Arrête :

Art. 1^{er}. — Les documents non nominatifs émanant des communes et de leurs établissements publics qui ne peuvent pas être communiqués au public, en application de l'article 6 de la loi du 17 juillet 1978 susvisée, sous réserve des dispositions de la loi du 3 janvier 1979 sur les archives, sont notamment les suivants :

Les documents relatifs à l'exercice des pouvoirs du maire en matière de sûreté générale et d'ordre public ;

Les documents fournis par les entreprises parties à une procédure de conclusion de marchés publics et contenant des éléments techniques et financiers.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 30 octobre 1980.

CHRISTIAN BONNET.

Communication au public des documents administratifs émanant de l'administration centrale du ministère de l'intérieur.

Le ministre de l'intérieur,

Vu la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public et diverses dispositions d'ordre administratif, social et fiscal, et notamment ses articles 8 et 13 ;

Vu la loi n° 79-18 du 3 janvier 1979 sur les archives ;

Vu l'avis en date du 26 mars 1980 de la commission d'accès aux documents administratifs,

Arrête :

Art. 1^{er}. — Les documents administratifs émanant de l'administration centrale du ministère de l'intérieur et qui ne peuvent pas être communiqués en application de l'article 6 de la loi du 17 juillet 1978 susvisée, sous réserve des dispositions de la loi du 3 janvier 1979 sur les archives, sont notamment les suivants :

Les notes ne comportant pas une interprétation du droit positif ou une description des procédures administratives échangées entre le ministre et ses collaborateurs directs, entre les autorités responsables du pouvoir exécutif, et notamment celles qui rendent compte de leurs délibérations ;

Les documents relatifs à l'application de la réglementation en matière de poudres, substances explosives et armes ;

Les documents concernant la circulation et le séjour sur le territoire national des membres de forces armées étrangères, la préparation ou l'application des accords internationaux ayant trait à la sécurité publique ;

Les documents relatifs au maintien de l'ordre public, aux matériels et équipements des services de police, aux procédures de neutralisation des engins explosifs et de mise en œuvre des services de déminage ;

Les procédés de fabrication des matériels, matériaux et éléments de construction soumis à agrément ou à classification du point de vue du danger d'incendie ;

Les rapports soumis à la commission centrale d'agrément des investissements dans les départements d'outre-mer ;

Les documents fournis par les entreprises parties à une procédure de conclusion de marchés publics et contenant des éléments techniques et financiers.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 30 octobre 1980.

CHRISTIAN BONNET.

Au CALENDRIER

Nos sorties sont ouvertes à tout public et gratuites.
L'encadrement y est assuré par des naturalistes de l'association
Nous mettons des jumelles à la disposition des participants.

Dimanche 29 Novembre: Recensement d'oiseaux morts sur la côte
picarde.
Rendez-vous à 8h00 place du cirque à AMIENS
ou à 9h30 à la gare de NOYELLES/MER.
Repas pris à la Station d'Etudes Ecologiques
en Baie de Somme, quai J. d'Arc à SAINT-
VALERY/SOMME.
L'après-midi sera consacré à la détermi-
nation des espèces trouvées.
Prévoir des bottes et des vêtements chauds.

Dimanche 13 Décembre: Sortie ornithologique au plan d'eau de
l'Ailette à CHAMOUILLE dans l' AISNE
(voir plan au dos). Observation des
oiseaux hivernants.
Rendez-vous à 8h00 place du cirque à AMIENS
ou à 10h00 place du village de CHAMOUILLE.
Repas tiré du sac. Prévoir des bottes et
des vêtements chauds.

Dimanche 20 Décembre: Sortie au cimetière de la Madeleine à
AMIENS.
Observation des passereaux hivernants.
Rendez-vous à 9h00 devant l'entrée du
cimetière.
Durée, la matinée.

Dimanche 17 Janvier: Sortie au cimetière de la Madeleine.
Démonstration de nourrissage hivernal.
Rendez-vous à 9h00 à l'entrée du cimetière.
Durée, la matinée.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DU G.E.P.O.P. A FIXE LA
PROCHAINE ASSEMBLEE GENERALE AU DIMANCHE 31 JANVIER.
ELLE SE DEROULERA COMME D'HABITUDE, SALLE DEWAILLY
A AMIENS.

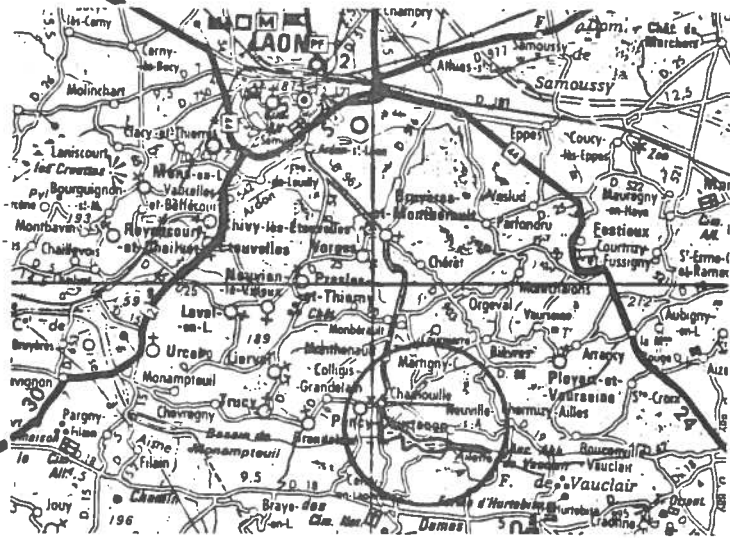
RETENEZ DES A PRESENT CETTE DATE.

vers St Quentin

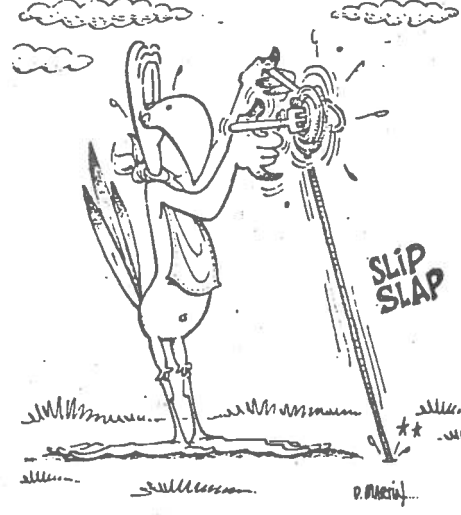
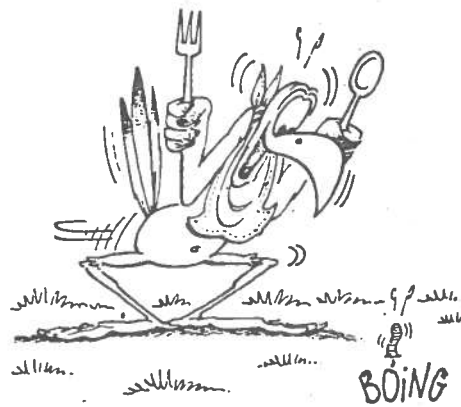
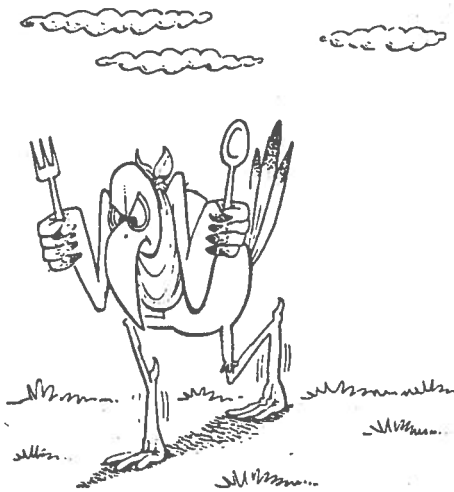
- 15 -

Pour vous rendre au
plan d'eau de l'Ailette
à Chamouille.

vers Soissons



COMMENT SE NOURRIT LA MESANGE ITALIENNE



TRIBUNE LIBRE

LES FAUX-JETONS

par V. MONVOISIN

Les chasseurs s'en vont partout répétant qu'ils sont protecteurs de la nature à part entière, et d'étayer leur thèse par des arguments du type: "si nous n'étions pas là pour payer les gardes, le gibier serait rapidement détruit par les braconniers".

"Qui est-ce qui protège les zones humides ?". "Nous allons nourrir le gibier en hiver". "En détruisant les nuisibles nous protégeons le gibier"(1). "Nous détruisons moins de gibier que les cultivateurs avec leurs pesticides"(2).

La répétition, dit-on, est l'âme de l'enseignement et à force de les entendre rabâcher ces raisonnements spéciaux, à force de discuter avec des gens qui proclament bien haut leur amour de la Nature, le respect qu'ils ont pour le gibier abattu, qui jurent, "croix de bois, croix de fer" qu'ils ne sont pas des viandards, que ça n'est pas eux qui descendraient leurs quinze canards en une nuit, qu'ils sont raisonnable, eux, et que d'ailleurs, s'ils vont à la chasse, c'est plus pour prendre un bon bol d'air que pour remplir leur carnier. "La preuve, monsieur, tenez, un jour que j'étais parti au bois (3) je me suis aperçu que j'avais oublié mes cartouches à la maison! Ha! Ha! Ha! Elle est bien bonne, n'est-ce pas ?", on en arriverait presque à évoquer l'image bucolique du fervent disciple de St-Hubert se promenant dans la campagne, pipe au bec, plume au chapeau et fleur au fusil, son gentil toutou sur les talons tandis que, le regardant passer, papa et maman Perdrix, le coeur débordant de gratitude, expliquent à leur progéniture qu'il ne faut pas en avoir peur, que ce nemrod ne leur veut que du bien.

Mais savez-vous ce que, dans le même temps, les chasseurs siégeant au Conseil National de la Chasse et de la Faune Sauvage viennent de proposer ? La légalisation des chasses traditionnelles, pas moins!

Il faut préciser que ce que les chasseurs nomment "chasses traditionnelles", ce ne sont pas les chasses anciennes telles que celle du lièvre à l'arbalète, de la perdrix à la fronde ou du sanglier à l'épieu, mais que sous ce vocable innocent se cachent des procédés qui sont du pur braconnage et ont nom gluaux, pantes et lèques.

Les gluaux sont des brindilles enduites de glu et placées par terre sur le passage des oiseaux. Ceux-ci s'y collent les pattes ou les ailes et ne peuvent plus s'envoler. En agrainant régulièrement au même endroit on incite les oiseaux à venir et on peut, en particulier l'hiver, en faire des hécatombes.

Les pantes, au GEPOP, on connaît. Les anciens en ont observé quelques-unes dans les Landes en 1972. Une pante est un grand filet d'environ deux mètres sur dix, tendu sur deux perches parallèles mues par de puissants ressorts. Une alouette attachée

par une patte sert d'appelant. Un agrainage judicieux fait le reste. Quand des oiseaux se posent à l'endroit adéquat le "pantayre" actionne le dispositif qui libère le filet, celui-ci se rabat, maintenant les oiseaux plaqués au sol. En principe les pantres ne servent à attraper que des alouettes; en réalité tous les oiseaux pris sous le filet sont tués et, baptisés "ortolans", seront servis en brochettes dans les restaurants bordelais.

Si gluaux et pantres permettent de capturer des oiseaux vivants, les lèques, elles, tuent sans merci. Une lèque est en effet une planche alourdie d'une pierre et disposée en équilibre au dessus d'un appât de telle manière que lorsque l'oiseau picore l'appât elle bascule et l'écrase. Ceux d'entre vous qui nourrissent les oiseaux en hiver et ont pu observer de quelle confiance ceux-ci font preuve quand les conditions climatiques sont dures, imagineront sans peine le massacre!

Il va sans dire que ces procédés barbares sont interdits par le code rural mais tolérés dans certaines régions au nom de je ne sais quelle tradition (tout comme la chasse de nuit chez nous).

On pourrait penser que l'avifaune se raréfiant, ces moyens de destruction aveugle seraient abandonnés. Or contre tout bon sens c'est l'inverse qui se produit! Les chasseurs demandent la légalisation du braconnage sous prétexte de pouvoir ainsi mieux le contrôler.

L'hypocrisie est partout, vous dis-je. Il n'est pas besoin d'aller loin pour la découvrir. Voyez plutôt la dernière invention de la Fédération Départementale des Chasseurs de la Somme, on pourrait appeler ça: "les perdrix reconnaissantes ou le triomphe de l'hypocrisie!".

LA PERDRIX AU PAYS DE SOMME



- (1) il n'y a d'ailleurs que les chasseurs pour parler de gibier "protégé". Ce terme désignant, chez eux, les espèces protégées par la loi de 1976.
- (2) remarquez l'infantilisme du système de défense: "ce n'est pas moi, c'est l'autre".
- (3) les chasseurs ne disent pas qu'ils vont chasser. Ils vont au bois, en plaine, au marais, à la hutte.

La vie de votre association

SYNTHESE DES RECENSEMENTS D'OISEAUX MORTS EFFECTUES EN 1986 ET 1987 SUR LA COTE PICARDE

par Eric MERCIER

Le dernier compte-rendu des ramassages GEPOP est paru dans le numéro 31 de PICARDIE-NATURE. Il est temps d'en faire un nouveau puisque depuis avril 1986 nous avons réalisé cinq recensements et trouvé 329 oiseaux morts sur la côte picarde.

Depuis le 16 avril 1967, date du premier ramassage GEPOP, nous avons donc trouvé 10944 oiseaux. Une analyse statistique a d'ailleurs été récemment réalisée sur l'ensemble de ces données. Elle a été publiée dans le n°106 du COURRIER DE LA NATURE (disponible sur demande au GEPOP, 25F, franco de port).

Les conclusions en sont accablantes, aussi bien pour les chasseurs que pour les pétroliers qui se partagent à part égales la responsabilité de la mort de plus de 80% des oiseaux trouvés! Ces derniers étant la plupart du temps (8 fois sur 10) des oiseaux protégés!

Dans les ramassages réalisés depuis avril 1986, il apparaît que 78% des oiseaux trouvés appartiennent à des espèces protégées. Ce qui suggère que ces recensements sont représentatifs de la situation hélas habituelle. On verra néanmoins que cette fois le pétrole est peu en cause...

Au total, sur 5 ramassages évoqués ici, nous avons retrouvé 11,5% d'Alcidés (Pingouins et Guillemots) qui sont les victimes traditionnelles des mazoutages. En moyenne, et depuis 1967, ces oiseaux représentent près de 40% des oiseaux ramassés, cela témoigne de l'absence de forts mazoutages. Néanmoins, le dégazage sauvage continue toujours en toute impunité; un nombre significatif d'alcidés et d'autres oiseaux marins (Fulmar, Fou de Bassan...) en ont été les victimes depuis avril 86.

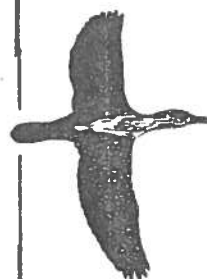
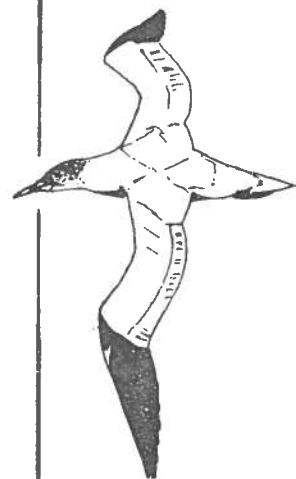
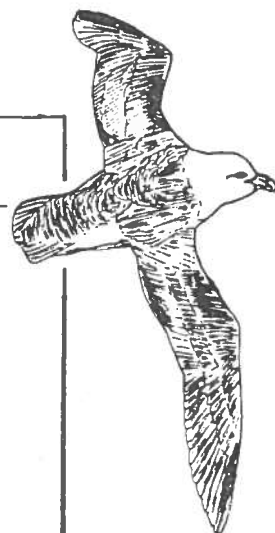
L'augmentation du nombre de goélands argentés trouvés, déjà sensible depuis quelques années continue à être manifeste. Sur ces 5 ramassages, ils représentent 23%, alors qu'avant 1984, ils représentaient en moyenne 5% des oiseaux trouvés morts.

Il est apparu nettement cette année, que la grande majorité de ces goélands, ainsi d'ailleurs que les goélands cendrés et marins, ont été plombés à l'intérieur de la réserve maritime de chasse. Il faut sans nul doute y voir des pratiques illégales de "régulation" de ces oiseaux par certaines personnes probablement liées aux exploitations des bouchots de moules.

Il y aurait beaucoup de choses à dire sur l'opportunité de cette "régulation". Nous rappellerons juste ici qu'elle est encore totalement interdite et que l'introduction d'armes de

	20/04/86	15/06/86	21/09/86	30/11/86	22/02/87	TOTAL
Plongeon arctique	1					1
Plongeon catmarin	2	1		1		4
Grèbe huppé	2			2	5	9
Fulmar	1	3		1	1	6
Fou de Bassan			3		2	5
Grand cormoran			2			2
Cygne tuberculé				1		1
Tadorne de Belon	5	1	1	2	4	13
Macreuse noire	1				3	4
Canard pilet					3	3
Canard siffleur					1	1
Canard colvert					4	4
Harle huppé	1					1
Busard St-martin					1	1
Foulque					1	1
Huitrier-pie			2	1	32	35
Courlis corlieu			1			1
Courlis cendré	2			1	4	7
Barge rousse			1			1
Bécasseau sanderling		1	1			2
Grand gravelot			1			1
Courlis sp.			1			1
Avocette				1		1
Labbe pomarin			1			1
Labbe parasite			1			1
Goéland marin			5	1	3	9
Goéland argenté	7	12	40	8	9	76
Goéland cendré	4	1	6	1	4	16
Goéland brun				1		1
Goéland sp.	1				2	3
Mouette rieuse	10		19	4	12	45
Mouette tridactyle	1			1	2	4
Sterne caugek	1					1
Sterne sp.			1			1
Petit pingouin	6	1		1	1	9
Guillemot	13	1		3	4	21
Alcidés sp.	1		1	1	4	7
Mergule nain				1		1
Pigeon (voyageur)		9	7			16
Alouette hausse-col				1		1
Grive litorne					1	1
Etourneau		1		2		3
Corneille noire		2	1			3
oiseau sp.	1		1	1	1	4
	60	33	96	37	103	329

(sp. signifie espèce indéterminée)



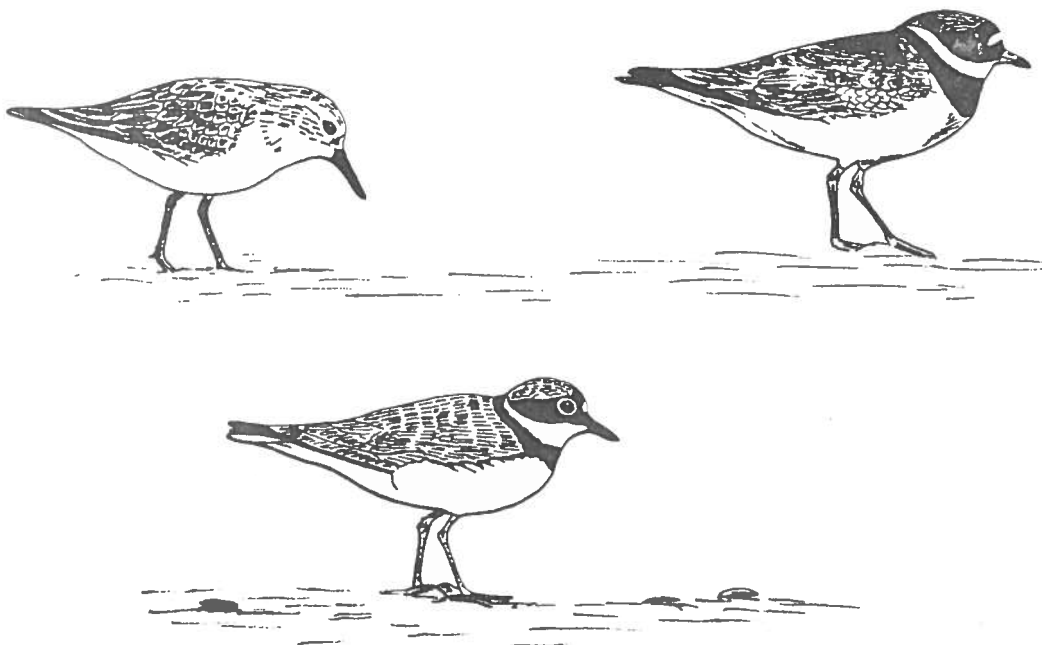
La vie de votre association

chasse en réserve est strictement illégale. De telles pratiques ne peuvent être que la porte ouverte à des "erreurs de détermination" au mieux et au pire à des braconnages effrénés. Les unes comme les autres semblent d'ailleurs déjà être devenus forts courants!

Le ramassage de février 87 se distingue par l'importance du nombre d'Huitrier-pies trouvés morts; 32 sur 103 (31% des oiseaux)

Habituellement à cette époque de l'année les huitrier-pies ne représentent que 1,7% des effectifs de ramassage. Ceci témoigne de l'augmentation des effectifs due à la vague de froid qui a sévi en ce début d'année. De plus il est difficile de ne pas y voir l'influence d'un concours doté de lots de cartouches de chasse à qui apportera le plus de cadavres d'huitriers. Ce concours était organisé par de prétendus "scientifiques impartiaux et objectifs" (voir Picardie-Nature n°35; page2). Le GEPOP dénonce encore une fois ce genre de pratique scandaleuse et contraire aussi bien à l'éthique de la chasse qu'à celle de la science. Ces scientifiques à la dérive ne peuvent que ternir l'image que les chasseurs veulent se donner d'eux-mêmes.

Cette attitude révèle en revanche fort bien le manque de sérieux avec lequel les populations d'animaux sauvages sont "gérées"!!



MAITRE RENART ... GOUPIL,

LE RENARD ROUX Vulpes vulpes

par Yves LECOMTE

C'est un carnivore de la famille des canidés, sa morphologie est semblable à celle du chien, plus svelte, la tête allongée. Il a de grandes oreilles pointues et une queue touffue et longue. La couleur de son pelage varie du brun-roux en hiver au beige en été. Ses pattes sont brun-roux sur la face externe et jaunâtre voire blanche sur la face interne, comme son ventre d'ailleurs.

Enfin sa queue est rousse, plus ou moins striée de noir avec l'extrémité blanche. La variété la plus sombre est appelée "charbonnier" et selon les caractéristiques du pelage, plusieurs noms sont donnés: croisé (croix sombre sur le dos), argenté (extrémité des poils du dos blanche) roux (de loin le plus répandu).

Le Renard mesure entre 90 et 120 cm, queue comprise (celle-ci peut atteindre 50 cm). Sa hauteur au garrot est de 30 à 40 cm et il pèse en moyenne 6 à 8 kg, exceptionnellement 10 kg (maximum connu).

Il n'existe pas de dimorphisme sexuel entre le mâle et la femelle.

Le Renard occupe toutes les strates jusqu'à 2500 mètres d'altitude. Il vit essentiellement dans les bois, mais pénètre à l'occasion dans les villes et les villages pour y faire les poubelles, il devient alors androphile (proche de l'Homme).

De mœurs surtout nocturnes, il adopte un comportement plus diurne à l'époque du nourrissage des jeunes. Un territoire de 100 hectares est souvent nécessaire à la famille, en forêt de HEZ-FROIDMONT dans l'OISE, une vingtaine de couples se maintiennent sur 2200 hectares (source O.N.F.).

Néanmoins, la taille du territoire peut varier selon la strate occupée, l'abondance des proies, la facilité de percement des tanières, etc...

A l'intérieur du territoire sont creusés un terrier principal (famille, mise bas, élevage des jeunes) et plusieurs terriers secondaires, utilisés selon les saisons et la proximité de la nourriture. Ces terriers comprennent généralement plusieurs issues appelées "gueules". Il arrive que le Renard cohabite avec d'autres animaux (lapins, blaireaux).

Le régime alimentaire est très varié: des mammifères de petite taille (rongeurs) ou plus gros, des lièvres (il s'agit d'animaux malades, âgés ou blessés ... par des chasseurs), des oiseaux, des oeufs, des reptiles, des batraciens, des insectes, des larves, des escargots, des charognes ainsi que des fruits et des baies.

Les rongeurs constituent de loin la part la plus importante de son alimentation (85%). Autrefois il complétait son alimentation par quelques lapins, mais depuis l'arrivée de ma myxomatose ...

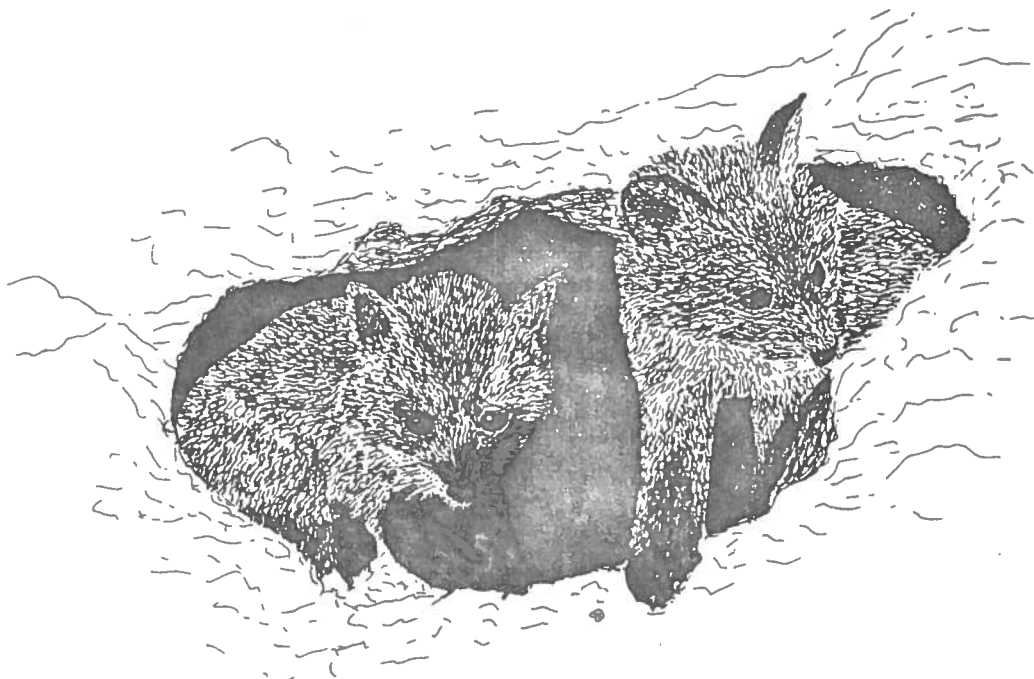
Aujourd'hui certains se spécialisent dans la capture des gibiers d'élevage car ce sont des proies faciles.

Le Renard est un agent de sélection naturelle. Comme tous les prédateurs, il joue un rôle primordial dans l'équilibre de la Nature. Il ne doit pas être considéré comme un animal indésirable.

La période de reproduction débute en janvier-février.

Après une gestation d'une cinquantaine de jours naissent 3 à 6 petits, couverts d'une bourre laineuse grise. Les renardeaux seront allaités pendant 4 semaines. Dès la troisième semaine, les parents leurs proposent des aliments mâchés par leurs soins. Après 4 semaines, l'alimentation devient solide, les jeunes font leurs premiers pas hors du terrier. Leur pelage prend alors une teinte brun-roux, en conservant cet aspect laineux jusqu'à la mue hivernale.

Au printemps suivant, soit 9 mois après leur naissance, les jeunes renards prendront leur pelage définitif et auront atteint leur maturité sexuelle. La longévité du Renard est en moyenne de 12 ans.



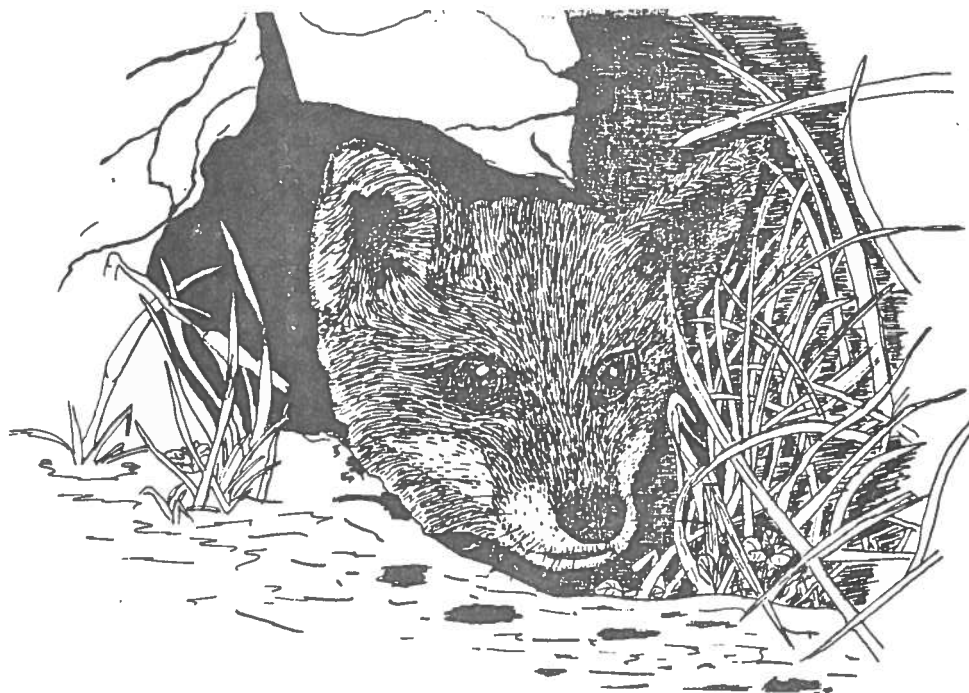
Le Renard marque son territoire par l'urine et le musc (2 glandes anales et une située sur la face dorsale de la racine de la queue). Le marquage des limites du territoire est fait sur des mottes d'herbe ou de terre, sur des roches des souches d'arbre, etc... L'odeur est caractéristique, dans les bois, une réaction de votre chien permet à coup sûr de déceler cette marque, celui-ci se roule dessus avec une forte excitation.

Le Renard, en forêt, est fréquemment suivi par les sangliers, les prévenant, lorsqu'il fait volte-face de la présence éventuelle de chasseurs.

Le cri du Renard en cours de chasse ressemble à celui du chien, mais en plus aigu, il le répète 3 à 4 fois de suite.

Les renards et les renardeaux ont aussi des prédateurs: le Hibou grand-duc, l'Aigle, le Blaireau, le Lynx, les chiens errants et ... l'Homme (le piègeage, le gazage, la chasse, les déterreurs ...).

Malgré l'acharnement de certains à détruire ce "vecteur principal de la rage", accusé de tous les maux, le Renard n'a pas disparu des régions où sa limitation est organisée.



LA RAGE DE SAUVER

par le Docteur Chantal PEGUET
médecin biologiste

La rage est une affection virale, connue depuis la plus haute antiquité. Hippocrate (vers 470 avant JC) en fait une description typique: malades délirants, angoissés, refusant de boire (hydrophobie), atteints de tremblements exacerbés par le moindre bruit.

A l'époque des romains, un médecin nommé CELSE fait la relation entre la maladie et une morsure préalable de chien et conseille donc de cautériser les plaies dues à ces morsures: méthode qui était appliquée en Amérique par les aztèques, lesquels traitaient ce genre de plaies en y appliquant localement des charbons ardents!

C'est à la renaissance qu'un médecin vénitien, TRACASTERO le premier pensa que la maladie était transmise, après effraction de la peau, par la salive d'un animal atteint de la rage.

Et naturellement, les travaux de PASTEUR furent capitaux dans la connaissance de cette maladie.

Rappelons qu'il démontra l'existence des microorganismes et qu'il fabriqua à partir de cultures de virus vieillies un vaccin capable de protéger, capable également de guérir.

La preuve éclatante en fut la survie d'un jeune garçon de neuf ans, Joseph MEISTER qui avait été mordu par un chien enragé et qui, grâce à PASTEUR survécut. Car, faut-il le rappeler, sans traitement, la rage reste encore actuellement une affection 100% mortelle!

De nombreuses espèces animales y sont sensibles, en particulier: chiens, chats, chevaux, bovidés, loups, vampires hémato-phages (chauves-souris d'Amérique du Sud) et naturellement les renards. C'est en effet par eux, que la rage qui, grâce à la vaccination, était devenue très rare en Europe, a fait sa réapparition. Il semble qu'un premier foyer soit apparu en 1920 chez les chiens de traineau du Groenland et qu'à partir de là, elle se soit transmise à des renards polaires qui ont eux-même contaminé des renards roux d'Europe centrale. Le foyer d'infection rabgique s'est ensuite étendu en Russie, puis en Allemagne de l'Est vers 1947. Ignorant les barrières hermétiques créées par les humains, l'Allemagne de l'Ouest fut atteinte vers 1951, et ce fut le tour de la Belgique en 1966, de la Suisse en 1967 et enfin de la France en 1971. L'Italie, elle, eut ses premiers cas de rage en 1977.

A l'heure actuelle, l'Angleterre et l'Irlande sont indemnes, mais la création du tunnel sous la Manche inquiète nos amis d'Outre-Manche, car celui-ci permettrait peut-être le passage d'animaux sauvages contaminés. La Suède et la Finlande sont également épargnées.

La vague d'enzootie rabique a donc progressé de 1400kms en 38 ans, soit en moyenne 38kms par an. Le rôle du renard est déterminant dans cette progression, puisqu'il représente 95% des cas observés en France en ce qui concerne les animaux sauvages. Les petits rongeurs ne sont que très rarement atteints, de même que les mustelidés (fouines, putois, etc..) notamment le blaireau.

Alors! Haro sur le nuisible! Haro sur le renard. Cette lutte soi-disant nécessaire arrangeait bien des gens, qui oublient que ce soi-disant nuisible, bien loin de se nourrir exclusivement de gibier ou de volaille, est un auxiliaire précieux de l'agriculture, en régulant, oh combien! les populations de rongeurs.

En 1981, selon les statistiques officielles de l'Institut Pasteur, plus de 100000 renards ont été exterminés en France dont 7877 pour les 3 départements picards. Seuls 107 animaux étaient porteurs du virus de la rage: soit 1000 tués environ pour 1 malade!

Et cela a continué depuis et continuera encore si personne ne proteste! Quant aux procédés de massacre, faut-il les rappeler? Piégeage avec ces objets de torture que sont les pièges à mâchoires, estropiant ou tuant en plus des animaux sauvages, nombre d'animaux domestiques! Merci Monsieur Crépeau, vous aviez promis leur interdiction! Finalement vous vous êtes contenté de faire édenté ces mâchoires, dents moins dures peut-être, mais résultats dur, dur...

Empoisonnement à la strychnine! Combien d'espèces animales, d'animaux protégés par la loi comme les Rapaces y ont laissé leur vie.

Gazage à la chloropicrine ou au xylol! Les blaireaux, en particulier, y paient un lourd tribut. Mais voyons, peu importe: eux aussi sont classés abusivement nuisibles.

Actuellement le déterrage (avec des chiens terriers) est très à la mode. Il paraît (lire Courrier-Picard du 3/11/87) que le renard acculé est pris à la main ou avec des pinces, sans crochets (les braves gens!) et qu'il est promptement "servi"... à la dague! "Service, m'ont dit mes amis goupils, dont nous nous passerions aisément".

Le comble est que cette lutte sans merci n'a pas enrayé l'avance de la rage. Pire, ces campagnes de destruction ont provoqué des mouvements de population: les renards, "fins, subtils et matois" ainsi que les décrit Jean de la Fontaine, abandonnent un territoire menacé pour essayer d'en trouver un plus paisible et non occupé par d'autres renards. Ceci favorise la progression rapide de la rage (enquête officielle réalisée en Alsace).

Depuis dix ans, les humains, pour se protéger de cette maladie, ont tenté une destruction systématique de l'espèce vulpine. Or, malgré cela, la rage, inexorablement, a gagnée de proche en proche, de nouvelles régions...

Qui veut garder
son renard...

... l'accuse
de la rage



Extrait de "La Hulotte".

Mathématiquement, il est facile de prévoir l'époque où les premiers cas apparaîtront dans un département donné. Echec donc, echec et inutilité! Et pourtant on continue allègrement de détruire les renards et de donner 50,00frs aux chasseurs, par queue rapportée (argent du contribuable).

Ce n'est pas non plus en enfermant les humains dans un "sidatorium" qu'on arrêtera la progression du sida!

Il faut absolument trouver d'autres solutions. La vaccination ? Depuis Pasteur, elle a fait ses preuves. Rappelons que la rage avait pratiquement disparu d'Europe depuis le début du siècle. De plus, grâce à elle, depuis la réapparition du virus, on n'a eu, en France, à déplorer aucun cas de rage humaine. Vaccination des animaux domestiques, tout d'abord. Elle est, rappelons-le, obligatoire pour les chiens et les chats. En cas d'errance de ces animaux, les chats peuvent être abattus immédiatement et les chiens, après passage en fourrière, n'ont qu'une grâce de 48 heures, délai au bout duquel ils sont abattus, si leur propriétaire ne peut fournir leur certificat de vaccination antirabique (décret du 13/09/76). Et pourtant, il serait bien plus judicieux de garder ces animaux en observation et en quarantaine (rôle que peuvent assurer les refuges SPA). En cas de rage, des mesures de recherche des personnes et des animaux ayant été

en contact avec le sujet atteint, s'imposent. Tandis qu'en supprimant ainsi à l'aveugle des animaux errants, on s'expose à découvrir un jour, un cas de rage humaine. Rappelons pour mémoire que la rage peut se présenter sous sa forme dite "furieuse" (animal hurlant et mordant tout se qu'il trouve) ou sous une forme dite paralytique (animal prostré, semi comateux et souvent atteint, comme son nom l'indique, de paralysies diverses). Méfiez-vous, amis promeneurs, si vous rencontrez au détour du chemin, un animal sauvage qui semble avoir perdu toute crainte de nous autres humains.

Un tel changement de comportement est hautement suspect!

La vaccination s'applique également aux herbivores. Mais ce qui est pour le moins étonnant, est qu'elle n'est pas obligatoire mais seulement recommandée en zone d'endémie.

Le coût des vaccins est élevé. Et pourtant, en cas de morsures suspectes, que d'astreintes pour les agriculteurs: traitement des personnes et des animaux risquant d'être contaminés, immobilisation des troupeaux pendant trois mois minimum, vente interdite pendant cette période, etc...

Les troupeaux sont bien vaccinés contre la tuberculose bovine, la fièvre aphteuse ou la brucellose. La vaccination rabgique, couplée avec les autres vaccins devrait, elle aussi, être subventionnée.

Les vaccins utilisés pour les animaux domestiques et les humains sont à base de virus inactivés ou tués, ils s'administrent par voie injectable. Chez les animaux sauvages le problème est autre, il faut les vacciner par voie orale, c'est à dire en mélangeant le vaccin à des appâts. Or le vaccin tué ou inactivé résiste mal à l'acidité gastrique et est donc détruit dans l'estomac. Il faut les préparer avec un enrobage spécial, mais les résultats ne sont pas toujours satisfaisants. Nous comptons sur nos efficaces laboratoires pharmaceutiques pour trouver la solution!

Par contre, le vaccin dit "à virus vivant" s'administre très bien par voie digestive. Après de multiples "repiquages" et "inactivations partielles" du virus par la chaleur ou le phénol, on finit par obtenir une souche de virus jouant un rôle protecteur pour un individu car lui permettant de fabriquer des anticorps, mais ne jouant aucun rôle pathogène: c'est le principe même du vaccin fabriqué par Pasteur.

C'est le même principe de vaccination que celui utilisé contre la poliomyélite, en absorbant des doses vaccinales sur un sucre. Ces vaccins sont efficaces et ont également l'avantage d'être faciles à fabriquer et peu coûteux.

Ils ont été utilisés pour la sauvegarde des animaux sauvages, au Canada, en Allemagne et en Suisse, pays où la protection de la faune sauvage est (oh combien!) plus développée que chez nous.

Dans certaines régions de Suisse, et en particulier dans le Valais, cette vaccination a fait ses preuves puisque aucun cas de rage vulpine n'y a été constaté depuis 1984!

Recemment, un chercheur français a trouvé la méthode pour les fabriquer par la technique du "génie génétique". Inutile d'entrer dans les détails, mais fait certain, cela permettra d'obtenir des doses vaccinales en plus grand nombre et à moindre coût.



Malheureusement un problème se pose: la possibilité de la réapparition de la virulence de la souche vaccinale. Précisons tout de suite que ce danger est très, très faible.

Mais il s'agit, rappelons-le de virus vivants, aussi l'Organisation Mondiale de la Santé (O.M.S.) recommande la plus grande précaution pour l'utilisation de ce vaccin.

Celui-ci est malgré tout largement utilisé en Allemagne et au Canada et commence à l'être dans les Vosges françaises.

Mais l'aberration est que, parallèlement à ces tentatives, on continue à favoriser la destruction des renards sans aucun discernement: vacciné ou pas, à tuer!

Ils sont dits nuisibles, ne l'oublions pas. Pourquoi nuisibles ? Parce qu'ils sont carnivores ?

Cette expression est tout à fait stupide, il n'y a pas d'animaux nuisibles et ce terme devrait disparaître définitivement!

La destruction systématique des renards a beaucoup trop arrangé les intérêts dits cynégétiques qui ont une nette tendance à vouloir faire de la Nature, un poulailleur de luxe.

Goupil, la rage humaine s'est abattue sur toi!

Rage, que de meurtres on a commis en ton nom! Et que d'argent dépensé: coût des pièges, des poisons, primes à la queue des animaux tués, etc...

En conclusion, ne réagissons pas contre cette redoutable maladie par des procédés d'enragés!

Tentons de nous protéger et d'épargner les animaux sauvages. Il faut vacciner les renards et, mesure complémentaire, protéger les animaux immunisés.

Abandonnons cette rage de détruire et ayons la rage de sauver!

Remerciements: je remercie le Docteur J.F. LAKOMICKI, qui, grâce à sa thèse de doctorat en médecine sur les aspects actuels de la rage vulpine, m'a fourni une précieuse documentation.

Bibliographie:

Aspect actuel de la rage, thèse de doctorat en médecine de J.F. LAKOMICKI, Académie de Médecine d'Amiens, 1983.

Annales de l'Institut Pasteur, 1981-1986.

Epidémiologie de la rage vulpine, TOMA et ANDRAL, information technique des services vétérinaires 1979.

Physiopathologie et immunité dans la rage, WIKTOR, Colloque de la Société Française de pathologie infectieuse, 1973.



Entrez dans le club très sélect des
Amis de la Hulotte
grâce à la



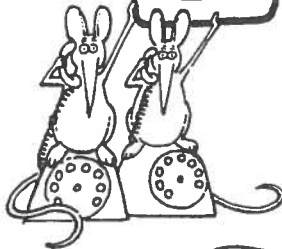
Carte rouge

La Hulotte

1



2



En recevant votre CARTE ROUGE
vous devenez instantanément
membre adhérent
de l'association la Hulotte

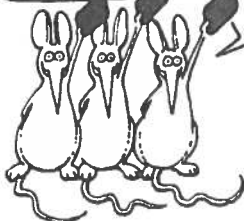
LA CARTE ROUGE porte le numéro
de téléphone secret de Tante Hulotte.
Un numéro qui vous est réservé et où
vous pourrez trouver n'importe quel
renseignement simple relatif à la Nature :



3

Et le plus beau !

LA CARTE ROUGE
NE COUTE QUE 5 F !



5 F
seulement ?
C'est une
blague ou
quoi ?

5 F. Vous avez entendu ?
Dépêchez-vous de vous procurer la
CARTE ROUGE
de la Hulotte

Vous avez besoin d'un renseignement urgent ?

... Et même d'un qui peut attendre ? Un bon conseil, n'écrivez pas : téléphonez.

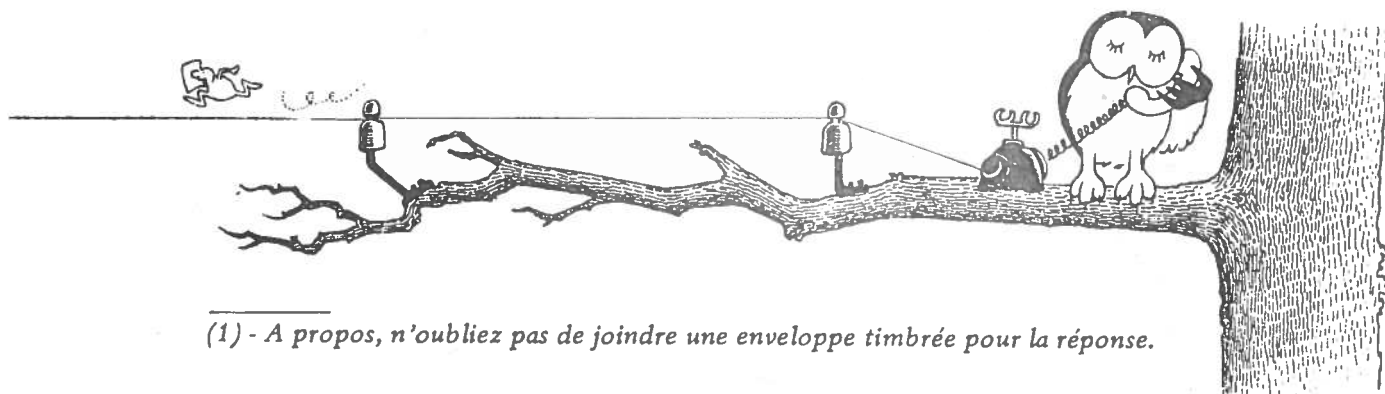
D'abord parce que cette pauvre vieille tante Hulotte, complètement débordée, arrive difficilement à répondre à tous. Imaginez vous qu'il faut facilement une demi-heure, montre en main, pour la plus petite bafouille de rien du tout ; et je ne parle pas des lettres compliquées exigeant des recherches. Alors, nécessairement, le courrier s'accumule, l'information espérée arrive parfois quand on ne l'attend plus ; ou quand on n'en a plus besoin. Ou pire encore : jamais, — avouons-le, hélas, c'est déjà arrivé !...⁽¹⁾

En revanche, vive le téléphone ! Pour vous deux énormes avantages au moins :

Le premier : neuf fois sur dix, vous allez obtenir votre réponse à l'instant même. Plus besoin de guetter le facteur sous la pluie pendant des semaines.

Deuxièmement, si par hasard vous posez un problème un peu compliqué, la Hulotte pourra vous demander sur le champ et de vive voix quelques précieux renseignements supplémentaires. Vous n'aurez plus ensuite qu'à raccrocher et la brave bête fera des ailes et des pattes pour fouiner dans son abondante documentation, et pour vous retrouver en un temps record l'information qui vous manque.

Dernier détail : la carte rouge, — malgré son prix ridicule de 5 F, — vous donne le droit d'appeler votre bonne tante autant de fois que vous le souhaitez. Dépêchez-vous d'en profiter !



(1) - A propos, n'oubliez pas de joindre une enveloppe timbrée pour la réponse.

NOUVEAUX TARIFS

A D H E S I O N A U G . E . P . O . P

- ANNEE 1988 -

NOM :

PRENOM :

ADRESSE :

PROFESSION° :

N° TEL° :

(° facultatifs)

Déclare adhérer au G.E.P.O.P.

Déclare renouveler mon adhésion au G.E.P.O.P.

(rayer la mention inutile)

conditions d'adhésion: moins de 16 ans 25Frs
 simple 40Frs
 de soutien à partir de 80Frs
 famille 70Frs +10Frs par enfant
 couple 70Frs

A B O N N E M E N T A P I C A R D I E - N A T U R E

- ANNEE 1988 -

NOM :

PRENOM :

ADRESSE :

Désire recevoir PICARDIE-NATURE le bulletin trimestriel
du G.E.P.O.P.

Abonnement: 40Frs

Chèque à l'ordre du GEPOP, à envoyer au Musée de Picardie
rue de la République 80000 AMIENS.

Y A PLUS DE NATURE
EN PICARDIE!



BOFF! J'PEUX
RIEN Y FAIRE!



J' CONNAIS RIEN
A LA NATURE!



COMMENT J'SAURAI
C'QU'Y FONT?



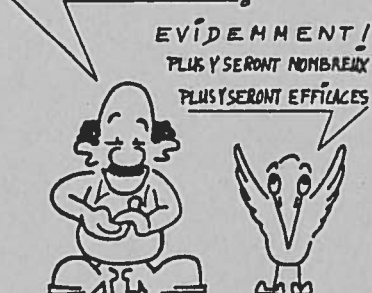
MAIS QU'EST-CE QU'Y FONT EXACTEMENT?



C'EST SERIEUX?



TU CROIS QU'Y Z'ONT
BESOIN DE MON ADHESION?



BON! J'FAIS QUELQUE CHOSE POUR LA NATURE =
J'ADHERE AU GEPPOP!



POUR MIEUX PROTEGER LA NATURE EN PICARDIE NOUS AVONS BESOIN DE VOTRE ADHESION

GEPOP

GROUPE ENVIRONNEMENT, PROTECTION, ORNITHOLOGIE EN PICARDIE

LES ACTIONS DU GEPOP EN BD par Ph Brunet

AUJOURD'HUI : notre représentant au conseil départemental de la chasse*

